

Récépissé de DT Récépissé de DICT

Au titre du chapitre IV du titre V du livre V (partie réglementaire) du Code de l'environnement
et de la section 12 du chapitre IV du titre III du livre V de la 4^{ème} partie (partie réglementaire) du Code du travail

(Annexe 2 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié - NOR : DEVP1116359A)

Destinataire

Récépissé de DT
Récépissé de DICT
Récépissé de DT/DICT
conjointe

Dénomination :

Complément / Service :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Pays :

Coordonnées de l'exploitant

Raison sociale :

Personne à contacter :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Tél. :

Fax :

N° consultation du téléservice :

Référence de l'exploitant :

N° d'affaire du déclarant :

Personne à contacter (déclarant) :

Date de réception de la déclaration :

Commune principale des travaux :

Adresse des travaux prévus :

Éléments généraux de réponse

Les renseignements que vous avez fournis ne nous permettent pas de vous répondre. La déclaration est à renouveler. Précisez notamment :

Les réseaux/ouvrages que nous exploitons ne sont pas concernés au regard des informations fournies. Distance > à : _____ m

Il y a au moins un réseau / ouvrage concerné de catégorie (voir liste des catégories au verso) : _____. Autres informations :

Modification ou extension de nos réseaux / ouvrages

Modification ou extension de réseau/ouvrage envisagée dans un délai inférieur à 3 mois :

Réalisation de modifications en cours sur notre réseau/ouvrage.

Veuillez contacter notre représentant :

Tél. :

NB : Si nous avons connaissance d'une modification du réseau/ouvrage dans le délai maximal de 3 mois à compter de la consultation du téléservice, nous vous en informerons.

Emplacement de nos réseaux / ouvrages

Plans joints :	Références :	Echelle ⁽¹⁾ :	Date d'édition ⁽¹⁾ :	Sensible :	Prof. règl. mini ⁽¹⁾ :	Matériau réseau ⁽¹⁾ :
NB : La classe de précision A, B ou C figure dans les plans.			___ / ___ / ___		_____ cm	
			___ / ___ / ___		_____ cm	

Réunion sur chantier pour localisation du réseau/ouvrage : Date retenue d'un commun accord : ___ / ___ / ___ à ___ h ___

ou Prise de RDV à l'initiative du déclarant (date du dernier contact non conclusif : ___ / ___ / ___)

Votre projet doit tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage.

(cas d'un récépissé de DT) Vous devez prévoir des investigations complémentaires à notre charge (hors cas d'exemption prévus dans la réglementation) ⁽²⁾

Des branchements non cartographiés sont présents. Ils sont soit pourvus d'affleurants visibles et rattachés à un réseau principal souterrain identifié dans les plans joints, soit munis de dispositifs automatiques supprimant tout risque en cas d'endommagement ⁽²⁾

(1) : facultatif si l'information est fournie sur le plan joint (2) : pour les tronçons et branchements non cartographiés en classe A, prévoir des clauses techniques et financières particulières dans le marché

Recommandations de sécurité

Les recommandations techniques spécifiques suivantes sont à appliquer, en fonction des risques liés à l'utilisation des techniques de travaux employées :

Rubriques du guide technique relatives à des ouvrages ou travaux spécifiques :

Pour les exploitants de lignes électriques : si la distance d'approche a été précisée, la mise hors tension est : possible impossible

Mesures de sécurité à mettre en œuvre :

Dispositifs importants pour la sécurité :

Cas de dégradation d'un de nos ouvrages

En cas de dégradation d'un de nos ouvrages, contactez nos services au numéro de téléphone suivant : _____

Pour toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité au cours du déroulement du chantier, prévenir le service départemental d'incendie et de secours (par défaut le 18 ou le 112) : _____

Responsable du dossier

Nom :

Désignation du service :

Tél. :

Signature de l'exploitant ou de son représentant

Nom du signataire :

Signature :

Date : ___ / ___ / ___ Nombre de pièces jointes, y compris les plans : _____

Catégories des réseaux / ouvrages

Ouvrages considérés comme sensibles pour la sécurité (au sens du I de l'article R. 554-2 du code de l'environnement) :

- HC : Canalisations de transport et canalisations minières contenant des hydrocarbures liquides ou liquéfiés ;
- PC : Canalisations de transport et canalisations minières contenant des produits chimiques liquides ou gazeux ;
- GA : Canalisations de transport, de distribution et canalisations minières contenant des gaz combustibles ;
- CU : Canalisations de transport ou de distribution de vapeur d'eau, d'eau surchauffée, d'eau chaude, d'eau glacée, et de tout fluide caloporteur ou frigorigène, et tuyauteries rattachées en raison de leur connexité à des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- EL : Lignes électriques et réseaux d'éclairage public autres qu'en très basse tension (> 50 V en courant alternatif ou 120 V en courant continu) et autres que les lignes électriques aériennes à basse tension et à conducteurs isolés ;
- TR : Installations destinées à la circulation de véhicules de transport public ferroviaire ou guidé ;
- DE : Canalisations de transport de déchets par dispositif pneumatique sous pression ou par aspiration.

Autres ouvrages* (au sens du II de l'article R. 554-2 du code de l'environnement) :

- TL : Installations souterraines de communications électroniques, lignes électriques et réseaux d'éclairage public autres que ceux définis à la ligne « EL » ci-dessus ;
- EA : Canalisations souterraines de prélèvement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, à l'alimentation en eau industrielle ou à la protection contre l'incendie, en pression ou à écoulement libre, y compris les réservoirs d'eau enterrés qui leur sont associés ;
- EU : Canalisations souterraines d'assainissement, contenant des eaux usées domestiques ou industrielles ou des eaux pluviales.

**Parmi les « autres ouvrages », certains peuvent être spécifiés par leur exploitant comme « sensibles », soit lors de l'enregistrement de l'ouvrage sur le guichet unique, soit lors de la réponse à la DT. Les dispositions réglementaires relatives aux réseaux sensibles s'appliquent alors pleinement à ces ouvrages.*

Dispositifs importants pour la sécurité

L'exploitant de réseau précise dans son récépissé une des trois options suivantes :

- Voir la liste des dispositifs en place dans le document joint
- Voir la localisation sur le plan joint
- Aucun dans l'emprise



TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX COMMUNAUX D'ÉCLAIRAGE PUBLIC : INFORMATIONS IMPORTANTES ET RECOMMANDATIONS DE SÉCURITÉ

Le SDEER n'est pas en mesure de fournir des informations permettant de localiser avec précision les installations souterraines communales d'éclairage public. Toutefois, pour une meilleure prévention des risques envers les personnes et les biens, il convient de prendre connaissance des indications ci-dessous.

- 0° Le SDEER renvoie expressément tout destinataire du présent document au guide d'application de la réglementation anti-endommagement approuvé par les arrêtés interministériels du 15 février 2012 modifié et du 27 décembre 2016, notamment son fascicule 2 (§ 3.1, § 5 et § 7).
Le guide est accessible sur le site Internet de l'Ineris, à l'adresse suivante :
<http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr/gu-presentaion/construire-sans-detruire/guide-dapplication-de-la-reglementation.html>
- 1° La présence de luminaires d'éclairage public est un indice visible de l'existence d'installations souterraines d'éclairage public. Les luminaires sont en général installés sur mât ou sur poteau, sur façade d'immeuble, sur borne ou encastrés au sol ou en façade.
- 2° Les installations souterraines d'éclairage public sont constituées de câbles électriques basse tension (éventuellement sous fourreau) et de câblote de terre. Le tout est normalement enrobé de sable, surmonté d'un grillage avertisseur rouge et, en règle générale, situé dans le domaine public (très souvent : sous la voirie ou ses accotements).
- 3° Les installations souterraines d'éclairage public côtoient très souvent des ouvrages souterrains de distribution d'électricité à basse tension (exploitant : Enedis), dans la même nappe de câbles souterraine. Il y a donc un risque de confusion.
- 4° Les câbles des installations souterraines d'éclairage public sont de type variable : en pleine fouille, ils sont de type armé RVFV 2x16 mm² cuivre. Sous fourreau (de couleur rouge), les câbles sont de type RO2V 2x16 mm² cuivre. Ils sont souvent accompagnés par une câblote de terre en cuivre nu de 25 mm² de section. Exceptionnellement, les câbles peuvent comporter des conducteurs supplémentaires : il s'agit alors de 3x16 mm² ou 4x16 mm². Tous ces câbles peuvent être confondus avec des câbles de branchement au réseau public d'électricité.
- 5° Dans les installations de signalisation lumineuse tricolore, de mise en lumière de monuments et autres équipements raccordés au réseau d'éclairage public (abribus, cabine téléphonique, sucette publicitaire, radars pédagogiques...), la câblerie est parfois de section plus réduite.
- 6° Afin de préserver les meilleures conditions et la sécurité des interventions ultérieures, tout nouvel ouvrage souterrain ou toute nouvelle installation souterraine devront être implantés – avec ou sans croisement – à une distance minimum de 0,20 m des câbles d'éclairage public.
- 7° Le réseau d'éclairage public est hors tension dans la journée (**Attention : la signalisation lumineuse tricolore fait exception**). L'endommagement d'un câble n'a donc pas d'incidence immédiate mais peut provoquer un accident lors de la remise sous tension à la tombée de la nuit : **il est donc impératif de contacter le service dépannage du SDEER en cas d'accrochage d'un câble non identifié situé à proximité d'équipements d'éclairage public.**
- 8° A contrario, si l'éclairage public environnant le chantier est allumé au cours de la journée, cela signifie que le réseau d'éclairage public est sous tension : c'est le signe d'une situation anormale. **Le service dépannage du SDEER doit être immédiatement averti.**
- 9° Les coordonnées du service dépannage du SDEER en jours ouvrables, de 8 h à 17 h, sont les suivantes :

Téléphone : 05 46 74 82 20 – Courriel : depanneclairage@sdeer17.fr

En dehors de ces horaires, il convient de prévenir la mairie de la commune concernée : elle possède un numéro de téléphone d'astreinte.

—